

Sommaire

- 1 Editorial
- 2 L'archipel des villes et les entreprises
- 3-4 Alucam et la ville d'Edéa
- 5 Services urbains et mondialisation
- 6-7 Être sur place
 - Publications
 - Formations
- 8 Nouvelles de la coopération

Villes en développement



Transformation de la ville sur elle-même par ses activités : Quito

Mondialisation, ville, entreprise

Le thème ici repris a déjà fait l'objet de deux rencontres d'AdP en milieu d'année: en 96 avec des industriels du Club des n° 1 à l'exportation, puis en 97 avec Charles-Albert Michallet et Pierre Veltz.

L'article de ce dernier nous en fait comprendre l'intérêt. Si, en effet, il est banal de constater que les marchés et les entreprises vivent aujourd'hui à l'échelle du monde, il est nouveau de montrer le lien de ce mouvement avec la prépondérance économique de métropoles associées en réseau, à l'instar des entreprises. L'ensemble s'apparente à un système biologique dont P.Veltz démonte fort bien les mécanismes.

Chacun à sa manière, Alain Fabry, pour Suez-Lyonnaise des Eaux (services urbains), et Arsène Schun, pour Elf-Atochem (chimie pétrolière), illustrent son propos. A. Fabry remarque que les peuplements urbains passent par des seuils où les solutions et les méthodes de gestion des villes doivent changer. Simultanément, les deux auteurs le soulignent, leurs entreprises doivent s'adapter aux économies et aux contextes rencontrés: ne réinventant pas tout à chaque fois, elles «traduisent» localement des méthodes et des procès qui ont réussi ailleurs. Ce faisant elles deviennent elles-mêmes «facteurs» de mondialisation.

Evelyne Kuoh illustre aussi, mais dans un autre sens, les propos de P. Veltz : une ville, même importante comme Edéa, peut se trouver séparée, comme par un fossé, d'une activité industrielle de taille mondiale implantée sur son sol (n'est-il pas symbolique qu'Alucam soit située sur une île de la

Sanaga ?). On était pourtant fondé à croire que la contrainte d'implantation sur un gisement (ici l'hydroélectricité), propre à certaines activités, aurait spontanément apporté des ferments de développement au profit de la ville voisine. Edéa et de nombreux cas analogues nous montrent que de telles greffes ne prennent pas d'elles-mêmes. E. Kuoh, par sa description des «fils de Gulliver» qui tiennent Alucam, et P.Veltz, par sa synthèse, nous aident à comprendre pourquoi: si le réseau des entreprises et celui des métropoles poussent leurs racines et racinelles ensemble, leurs choix symbiotiques sont sélectifs.

En définitive la mondialisation en marche a beaucoup d'avantages qu'il serait sot de nier. Mais elle peut aussi ignorer, voire broyer, beaucoup d'individus : les esprits des hommes et les cultures ne vont pas aussi vite que l'économie. Dans l'esprit suggéré par P. Veltz à la fin de son article, accordons un grand prix aux redistributions métropolitaines et, partant, aux institutions *ad hoc*. Accordons-en aussi à des unions politiques capables, par leur taille et leur solidité, d'imposer une éthique aux acteurs économiques aussi bien qu'aux métropoles et ainsi d'empêcher déviances ou emballements excessifs de la mondialisation, tout en tirant d'elle le meilleur parti possible. ■

Jean-Pierre Gérard,
Membre du Conseil de la politique monétaire
Président du Club des N°1 mondiaux français
à l'exportation (cf. page 8)

L'archipel des villes et les entreprises

Pierre Veltz, directeur de recherche, LATTS/ENPC

On assiste aujourd'hui à une véritable «métropolisation» de l'économie mondiale. La production de Tokyo se compare à celle du Royaume-Uni. Elle vaut deux fois celle du Brésil. Les villes ne sont pas seulement le cadre physique du nouveau capitalisme mondial. Elles en sont en grande partie le moteur. Et elles lui impriment de plus en plus ses formes sociales, institutionnelles et culturelles spécifiques.

Après l'économie des États-nations, l'économie des villes ?

Comme chacun sait, les premières réussites capitalistes furent le fait des villes et de leurs réseaux, économies beaucoup plus vives et plus agiles que les économies à base territoriale étendue, littéralement engluées dans la maîtrise d'espaces immenses à l'échelle des transports de l'époque. Pensons au contraste entre la France et l'Espagne d'un côté, les villes-monde du premier capitalisme de l'autre, si bien décrites par Braudel. Les États territoriaux finirent par gagner la partie, en s'appuyant précisément sur les outils (techniques et administratifs) de leur maîtrise territoriale. Ils continuèrent longtemps à s'adosser aux économies urbaines en les taxant, en les contrôlant, mais sans les détruire. Le capitalisme industriel finit toutefois par dissoudre complètement ces économies locales dans les économies nationales. Cette montée du cadre national comme espace économique fondamental a culminé dans notre siècle, l'économie ne retrouvant qu'à partir des années 70-80 le degré d'internationalisation qui était le sien avant la grande guerre.

Sommes-nous à l'orée d'un nouveau cycle des villes ?

Probablement, même si la situation actuellement émergente est très différente de celle dont parle Braudel. Les métropoles

modernes ne sont plus des systèmes auto-centrés, mais de puissants nœuds d'entrecroisement de flux mondialisés. Et les relations traditionnelles entre les pôles urbains et leurs périphéries voient leur importance décliner au profit d'un fonctionnement en réseau horizontal entre les pôles. Dans cette «économie d'archipel» il n'est pas rare de trouver des capitales régionales ou nationales en pleine expansion au sein de régions ou de pays en récession. Or ceci accroît fortement les inégalités spatiales. Car les seuls mécanismes de solidarité interterritoriale efficaces restent aujourd'hui ceux des États-nations, les budgets locaux n'opérant que des redistributions très limitées. Alors que les nouvelles Cités-États, délestées de l'entretien d'arrière-pays, prospèrent, les États territoriaux organisent des redistributions entre zones riches et zones pauvres qui sont loin d'être négligeables. La tentation est grande, pour les zones urbaines les plus développées, de faire bande à part, dès lors qu'elles perçoivent leurs périphéries comme une charge et non plus comme un complément utile (pour trouver de la main-d'œuvre peu qualifiée, écouler des produits, etc.).

La concurrence globalisée, les firmes et les villes

Des liens étroits existent entre les formes métropolitaines et la transformation en cours des entreprises et des procès de pro-

duction, d'échange et de concurrence.

On notera d'abord le paradoxe de la polarisation spatiale croissante d'une économie où les coûts de transport sont en chute libre et les moyens de télécommunication en pleine explosion - et que les prophètes du «cybermonde» nous décrivent comme une économie de flux, détachée du territoire concret. De fait, la polarisation ne signifie pas le retour à des structures dominées par les échanges locaux. En déployant leurs réseaux à l'échelle mondiale, les firmes prennent de la distance par rapport à leurs «territoires» traditionnels. Par exemple, la puissance économique britannique n'a plus qu'un rapport distendu avec le territoire national : les cent premières entreprises britanniques ont un chiffre d'affaires qui équivaut à 85% du PIB, mais elles n'assurent que 16% de l'emploi national ! Les relations entre les grandes entreprises ensemblières et leurs fournisseurs s'organisent de moins en moins sur une base locale - en dépit même de contraintes techniques comme celles du «juste-à-temps». Les pools de fournisseurs sont gérés de manière centralisée, économies d'échelle obligent. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Mais il est essentiel d'ajouter que ces logiques de dissociation sont fortement contrebalancées par le rôle croissant de multiples externalités localisées, les liens puissants qui attachent la compétitivité économique à des ressources et sur-

tout à des interactions fortement territorialisées.

On peut lier cela aux nouvelles formes de la concurrence. Celle-ci n'est plus axée uniquement sur les coûts, mais sur des facteurs de différenciation tels que la qualité des produits et des services, la réactivité, la variété, la capacité d'innovation, (d'autant plus, bien sûr, qu'on se trouve dans des pays à monnaie forte et à protection sociale élevée). Or, dans ce nouveau monde concurrentiel, les organisations productives traditionnelles, fortement cloisonnées et hiérarchisées, reposant sur la productivité d'opérations routinisées, sont de moins en moins efficaces. La performance «globale» résulte surtout d'effets de système, internes et externes aux firmes. Elle se construit dans la qualité des relations non programmées entre les acteurs multiples des chaînes productives - y compris souvent avec les acteurs institutionnels qui composent l'environnement de l'entreprise. Par exemple, la fiabilisation des grands outils techniques, qui influe très directement sur les coûts de production industriels, dépend avant tout de la qualité des dialogues entre les concepteurs et les exploitants de ces outils, entre ces derniers et les spécialistes de la maintenance. L'innovation de produit dépend principalement des interactions entre les firmes et leurs clients etc. Or les tissus riches et diversifiés en compétences des villes restent des matrices privilégiées pour l'émergence de tels effets relationnels. La seconde caractéristique majeure de l'économie contemporaine est qu'elle est de plus en plus dominée par l'incertitude et par la vitesse (nécessité de réduire les durées des cycles de conception, ou de commande-livraison). Or, là encore, ces éléments poussent à la métropolisation.

(a) Pour être plus «réactives», plus «flexibles», les firmes externalisent aujourd'hui une part croissante de leurs activités et de leur main-d'œuvre. Or les tissus métropolitains offrent évidemment des possibilités particulières pour composer et recomposer de manière souple des chaînes de valeur à géométrie variable. La ville fonctionne à cet égard comme un gigantesque commutateur.

(b) Dans l'économie de vitesse, la rapidité d'apprentissage est un facteur crucial de réussite et, fréquemment, de survie. Or elle est fortement démultipliée par l'existence de milieux entrepreneuriaux, qui ont souvent une forte dimension locale.

(c) Les marchés du travail métropolitains sont de puissants réducteurs d'incertitude à moyen terme : les salariés comme les firmes ont des chan-

ces fortement accrues d'y trouver des jobs ou des compétences spécialisées, mais aussi de pouvoir se désengager à coût réduit.

La montée des économies métropolitaines signifie ainsi que le développement économique reste profondément dépendant de facteurs relationnels sociaux et politiques. La qualité des ins-

titutions et de la gouvernance publique territoriale est, en particulier, un facteur central de succès. Mais les économies métropolitaines sont aussi le lieu privilégié de l'extension des régulations de marché. Le défi est d'en faire de véritables espaces de solidarité, en ne reportant pas toute la charge de celle-ci sur des États en perte de vitesse. ■

Alucam et la ville d'Edéa

Evelyne Kuoh, Chef du service commercial, Socatral

Quarante ans de vies parallèles: bilan et interrogations

Genèse d'un projet

Il est difficile d'escamoter le poids de l'histoire en évoquant le parcours parallèle d'Edéa et d'Alucam, une ville et une entreprise qui partagent la gestion d'un espace économique dont la profondeur de champ, l'horizon et le cadre d'évolution ont été définis successivement par l'administration coloniale, puis, après l'indépendance, par la planification nationale.

Au rêve allemand d'une *Ruhr africaine* le long de la Sanaga succède, dans l'immédiat après-deuxième-guerre, le projet français de mise en valeur des réserves hydroélectriques du fleuve par l'implantation d'industries électrométallurgiques. Les besoins énergétiques, les urgences de la reconstruction et l'infléchissement du pacte colonial rendent ce projet possible. Dans un site exceptionnel (ressources hydrographiques et terres cultivables abondantes, main d'œuvre nombreuse), une ville, Edéa, se voit choisie pour recevoir un barrage et, à côté, car on ne sait pas encore transporter l'électricité à coût faible sur de longues distances, une usine

d'électrolyse aluminère. C'est dans ce contexte que s'initie *l'industrialisation de la région de la Sanaga inférieure*.

Les perspectives ouvertes par la réalisation

Lorsque l'histoire mondiale ratrape son destin, Edéa, chef-lieu d'une unité administrative de plusieurs milliers d'habitants, est déjà le centre d'exploitations agricoles de cultures de rentes (palmistes, hévéaculture, cacaoyères). Pour la région et son activité industrielle s'ouvrent alors des perspectives immenses: l'échelle des projets et des espaces à occuper est décuplée. D'un point de vue industriel, Alucam est une électrolyse du même type que Saint-Jean-de-Maurienne, en Savoie. Elle doit livrer 45.000 tonnes/an d'aluminium, soit un tiers de la production française de l'époque. La sortie du premier lingot d'aluminium en 1957 est saluée comme le prélude à l'entrée d'Edéa et « *plus encore du rustique continent noir... dans l'économie mondiale comme l'un des premiers fournisseurs de demain de métal léger* »¹

L'implantation de l'électrolyse a nécessité le quadruplement de la puissance installée au barrage (de 22.000 kw à 120.000 kw). Le Territoire devient exportateur d'électricité.

D'un point de vue local, cette mise en valeur ouvre des horizons nouveaux: favorisée par l'approvisionnement énergétique et par les réseaux ferroviaire et routier la reliant au port de Douala en pleine expansion, à 80 km de distance, la région se voit devenir le pôle régional de concentration d'activités. Après les travaux de construction ayant utilisé une main d'œuvre de plusieurs milliers de personnes, la présence de sites industriels d'importance doit pérenniser plusieurs centaines d'emplois.

Trois décennies de destins parallèles

Alucam poursuit son expansion au gré des opportunités et contraintes de l'environnement international. Elle assure la bonne compétitivité de ses produits par un effort constant de maintien/contingement du coût des facteurs locaux, de manière à préserver les avantages comparatifs qui ont motivé l'implantation industrielle. Sa production est en effet destinée à l'écoulement sur le marché in-

ternational où les règles de compétitivité ne sauraient être subordonnées à des exceptions culturelles, logistiques² ou autres : le prix de vente de son produit final est déterminé en fonction de paramètres mondiaux.

Au milieu des années soixante, Alucam diversifie ses activités par la création d'une filiale de laminage, Socatral, destinée à absorber le quart de sa production et logée sur le même site. Elle tisse dans le même temps un réseau de filiales régionales de deuxième transformation de laminés courants, dont les produits sont écoulés sur leurs marchés locaux. Puis, au début des années 80, la capacité de l'électrolyse est doublée, rajustant Alucam à la taille critique des unités mondiales.

L'unité industrielle développe ses propres infrastructures (en particulier pour l'approvisionnement en énergie électrique et en eau), construit des cités pour ses seuls employés et vit en autonomie presque complète par rapport aux services de la ville, à l'exception du ramassage des ordures.

Edéa, de son côté, évolue au rythme des activités en développement dans sa région. Elle perçoit les retombées économiques de la présence d'Alucam : - de manière indirecte, les taxes communales, prélevées sur les

activités locales et centralisées au niveau national, lui sont reversées dans le cadre des allocations de l'Etat aux communes.

- de manière directe, on peut citer les centaines d'emplois créés et la masse salariale distribuée ; le développement de la petite sous-traitance locale (toujours la proximité avec la capitale économique, Douala, gros atout par ailleurs, apparaît comme un frein à la mise en place de structures locales de grande envergure tant que la prestation peut être assurée à coût et qualité équivalents à partir de Douala) ; l'essor de l'agriculture vivrière (qui reste très atomisée) à la faveur de l'accroissement et de la concentration des populations.

Edéa gère son expansion mais n'arrive pas à harmoniser le rythme de sa croissance avec celui, bien plus rapide, induit par la présence d'une unité industrielle de la taille d'Alucam. La ville peine notamment à mobiliser les fonds qui lui seraient nécessaires pour assumer le coût du rééquilibrage social : plus d'habitants, d'où des besoins accrus en logements, en infrastructures et en personnels d'encadrement adaptés. La ville évolue en effet au rythme des revenus qu'elle perçoit dans le cadre administratif national régissant l'allocation des ressources aux collectivités locales. En un mot, pour ses ressources ses équipe-

ments et les débouchés de ses activités, l'échelle d'appréciation, de même que les recours, sont nationaux et le restent.

Changements d'horizon

Au cours des années 90 les grandes industries mondiales, après avoir assuré la croissance de leur valeur ajoutée par des acquisitions et fusions multiples et coûteuses tout au long de la décennie précédente, font leurs comptes et reviennent à un management de la productivité dans le souci de restaurer leurs marges. A cela s'ajoute sur le marché de l'aluminium l'arrivée massive des produits de l'ancien bloc de l'Est, qui remettent en question les évolutions cycliques du cours du métal. D'où un rééquilibrage par la réduction de l'offre, orchestré par les grands producteurs traditionnels.

Ces contraintes du marché international s'imposent au groupe Alucam : il se plie aux rigueurs du temps par l'arrêt de plusieurs cuves, puis par un plan pluriannuel, baptisé « challenge », initié dans toutes les unités opérationnelles du groupe Péchiney. Ce plan vise dans un premier temps à réaliser des réductions de coûts, puis, dans une deuxième temps, à sélectionner les marchés et produits ciblés selon des critères de rentabilité. Le référentiel mondial est renforcé par le concept

de benchmarking³ et peu de place est laissée aux particularismes locaux ; enfin Alucam s'intègre au système mondial d'information sur l'aluminium métal de Péchiney.

De son côté, la ville d'Edéa subit les contrecoups de la crise des finances publiques camerounaises que tentent de résorber divers plans d'ajustement structurels sous l'égide des bailleurs de fonds internationaux. Parallèlement, la réforme amorcée au début de la décennie redécoupe les unités administratives locales afin de les rapprocher des administrés. La commune d'Edéa se voit gérée par un délégué du gouvernement qui coiffe l'exécutif et s'appuie sur un organe délibérant élu, le conseil municipal. Cette décentralisation laisse espérer un champ d'action qui élargirait les compétences de l'administration municipale.

Meilleures synergies en perspective ?

La relation entre Alucam et la ville d'Edéa semble, aujourd'hui encore, relever plus de destins parallèles que de destins croisés. Cela peut-il changer ?

Les repères d'Alucam sont, dès le départ, mondiaux, tant par les circonstances de sa création que par ses débouchés. Or aujourd'hui la « globalisation » ne fait qu'accentuer ce contexte. Les compétences recherchées sont

de plus en plus pointues : perpétuées par la formation interne et par le recrutement de l'encadrement, elles imposent un système de référence et une culture d'entreprise externes à la région. Alucam ne peut aucunement, sans risques pour son développement ou sa survie, se soustraire à ces contraintes.

De son côté, la ville est atteinte par des évolutions qui, sous des apparences locales, ont des origines mondiales : le Cameroun n'est pas le seul pays du Sud « structurellement ajusté » et poussé à se « décentraliser ». Pourquoi donc faudrait-il que des destins, parallèles jusqu'ici, le deviennent un peu moins et finissent par se croiser ? Au risque de surprendre, on peut cependant l'espérer : en effet, la nouvelle administration municipale, aux compétences élargies, devient, par l'élection, plus proche du citoyen local. Quant à Alucam, face à un pouvoir municipal mieux assis et plus libre de ses initiatives, elle peut trouver plus d'avantages à des négociations et à des rapprochements locaux. De meilleures synergies entre l'activité industrielle et la vie urbaine pourraient en sortir. ■

1. Le Monde, 3 février 1957.
2. Situation favorable ou défavorable par rapport à un port par exemple.
3. Etude comparative des coûts de revient de plusieurs sociétés similaires afin d'évaluer leurs positionnement respectifs.

Vues aériennes d'Edéa et de l'île de la Sanaga vers 1952 et en 1991



vers 1952 - Photo : Georges Prunet communiquée par Alucam

1991 - Photo : Serge Rosello communiquée par Alucam

Services urbains et mondialisation,

Alain Fabry, Directeur International, Suez Lyonnaise des Eaux

L'entreprise est devenue l'un des agents du changement des structures de la gestion urbaine.

Au début des années 1980, Lyonnaise des Eaux était une entreprise française partenaire habituelle des collectivités locales dans le domaine de l'eau et des déchets. Aujourd'hui le groupe, devenu en 1997 Suez- Lyonnaise des Eaux, est l'un des principaux acteurs de la gestion urbaine dans le monde.

Il est présent de Manille à Buenos Aires, d'Indianapolis à Shenyang, en passant par Barcelone, Bucarest et Almaty ; leader mondial de la gestion de l'eau (France exclue), il se positionne au troisième rang mondial dans le domaine des déchets (et même au premier si l'on fait abstraction de l'Amérique du Nord où les deux principales sociétés vivent essentiellement de leur marché domestique). Il est également le n°2 en Europe des entreprises privées de gaz et d'électricité et figure parmi les grands producteurs indépendants d'énergie au monde.

Comment le groupe a-t-il utilisé le mouvement de mondialisation pour croître si vite et quel rôle joue-t-il aujourd'hui dans ce processus ? Quelle leçon peut-on tirer de son expérience pour les grandes métropoles mondiales ? Le développement international du groupe s'est construit dans les années 80 sur un constat : l'accélération de la croissance urbaine dans le monde ; et sur une intuition : celle que l'on ne gère pas une ville de cinq millions d'habitants comme une cité de cinq cent mille ; qu'il existe un seuil où il faut changer le système et que Lyonnaise des Eaux, forte de son expérience, pourrait jouer un rôle important à l'occasion de ce changement.

En ce qui concerne la croissance urbaine, les faits ont confirmé l'analyse, et les prévisions actuelles ne font qu'en amplifier la force. On sait que la population de Jakarta, Bombay ou Karachi doit doubler dans les deux prochaines décennies, sans parler de Lagos qui croîtra encore plus vite. En 1992, le monde comptait cinquante villes de plus de 5 millions d'habitants ; elles seront 100 en 2010. Les besoins en terme d'investissements sont vite devenus considérables et les pays ont commencé à y consacrer une partie très importante de leurs ressources grâce, la plupart du temps, à l'aide bilatérale ou multilatérale. Cependant, les bailleurs de fonds se sont rapidement rendus compte qu'il ne servait à rien d'investir si l'on ne modifiait pas en même temps le système de gestion ; qu'il était inutile de financer une nouvelle station de traitement d'eau potable si, comme c'était généralement le cas, 50 % de l'eau produite était ensuite perdue dans un réseau mal géré.

Les villes qui avaient souvent conservé une structure administrative datant de 20 ou 30 ans, quand ce n'était pas plus, ne disposaient pas de services techniques propres à garantir à la population le respect des règles minimum de santé publique ; elles avaient du mal à rompre avec les habitudes bureaucratiques de naguère. Le système s'adaptait tant bien que mal lorsque la ville avait une croissance lente mais il commençait à craquer avec l'accélération de cette urbanisation. En déléguant la gestion de services techniques à des grandes sociétés spécialisées, certaines de ces villes se



Photo communiquée par Suez Lyonnaise des Eaux

Manille : station de la Mesal.

sont dotées de services techniques modernes et se sont donné les moyens de concentrer leurs efforts sur ce qui n'est pas déléguable : l'ordre et la sécurité, l'éducation, la culture, le développement économique.

C'est donc une croissance urbaine effrénée qui a lancé les sociétés de services urbains aux quatre coins du monde et parfois dans les contrées les plus exotiques ; et comme le monde est devenu un « global village », les expériences réussies en Argentine, en Malaisie ou en Chine sont vite adaptées ailleurs.

Aujourd'hui le groupe Suez-Lyonnaise des Eaux est porteur d'une expérience mondiale. Plus il se développe, plus il enrichit celle-ci et mieux il est à même de trouver une solution adaptée aux cas qui lui sont soumis en fonction des contextes techniques, économiques, sociaux et culturels. Il devient un des acteurs de la mondialisation dans la mesure où il est devenu un des agents du changement de structure de la gestion urbaine. Les institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale (IFC), la BAD, la BID, la BERD..., sont aujourd'hui ses partenaires habituels. Les mu-

nicipalités ont recours à lui pour engager une réflexion sur le devenir de leur alimentation en eau, en électricité et sur l'élimination de leurs déchets.

Cependant la mondialisation n'est pas encore complètement mondiale. La plupart des pays de type OCDE pratiquent depuis longtemps la gestion déléguée (les pays latins) ou ont entrepris plus récemment de le faire (les pays anglo-saxons) ; mais l'Allemagne commence juste à s'ouvrir à ce mode de gestion et les pays scandinaves la pratiquent encore fort peu. En ce qui concerne les pays émergents, l'Asie du Sud-est et certains pays d'Amérique Latine ont été les premiers à avoir recours à ce type d'organisation (Argentine, Chili, Brésil) mais il existe encore toute une partie du monde où il reste à inventer des formules d'association du secteur privé à l'administration publique dans un partenariat durable. L'Europe centrale, les pays du Caucase, d'Asie centrale et du sud, le Moyen-Orient, l'Afrique, le nord de l'Amérique latine, sont demeurés largement en dehors du mouvement mondial.

L'un des problèmes importants de la société actuelle est, comme



L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey). Alain Marie, éditeur. Paris : Karthala, 1997. - 438 p. (Coll. Hommes et sociétés).

A travers des « récits de vie » de jeunes citadins, entrepreneurs, chômeurs, marginaux contraints à la débrouille, les auteurs, anthropologues et ethnologues, ont porté une attention soutenue aux processus nouveaux d'insertion dans le champ social de la ville africaine, s'interrogeant sur la spécificité d'une individualisation « à l'africaine », combinant des processus d'individualisation et de recomposition des solidarités communautaires.

Prix : 180 FF

→ Contact : Editions Karthala, 22-24 bd Arago, 75013 Paris, France

Beyrouth, Grand-Beyrouth sous la direction de Jean-Luc Arnaud. Beyrouth: CERMOC, 1997. - 230 p. (Les Cahiers du CERMOC, 16, Coll. des Etudes urbaines)

L'importance de la place de Beyrouth au Liban est aussi indéniable que l'ampleur des destructions dont la ville fut le théâtre. La centralité de Beyrouth ne fait plus de doute pour la compréhension de questions qui traversent la société libanaise tout entière. La reconstruction de la ville concerne, par conséquent, l'avenir du Liban dans son ensemble et le processus même de la réconciliation nationale. Le colloque dont ce document présente les Actes a été organisé par le CERMOC et son Observatoire de recherche sur Beyrouth et sa reconstruction (ORBR).

Prix : 95 FF

→ Contact : Librairie Avicenne, 25 rue Jussieu, 75005 Paris, France

Les villes secondaires d'Afrique noire (1970-1997). Bibliographie analytique et commentée par Monique Bertrand. Bordeaux : Centre d'étude d'Afrique noire, 1997. - 133 p. (Coll. Les bibliographies du CEAN, n° 8)

Les études sur les villes secondaires en Afrique noire sont actuellement en plein renouvellement : le genre monographique cède la place aux investigations transversales. Les 1 200 références présentées ici sous huit rubriques thématiques sont regroupées selon deux perspectives : la polarisation de l'espace africain qu'organisent inégalement les villes par les flux d'hommes, de marchandises, d'investissements et de valeurs; l'espace urbain physique et social.

Prix : 90 FF

→ Contact : CEAN-Institut d'Etudes politiques de Bordeaux, B.P. 101, 33405 Talence cedex, France.

l'a fort bien souligné récemment Michel Camdessus ⁽¹⁾, de trouver les moyens pour les pays en développement d'éviter de se trouver marginalisés dans le processus de développement mondial qui associe capitaux publics et privés. Il appartient aux dirigeants de ces pays de voir dans ce mouvement autre chose qu'un effet de mode et d'accepter de prendre en considération les règles fondamentales auxquelles obéit la mondialisation. C'est le nouveau défi qui est aujourd'hui lancé aux sociétés

de services urbains. Suez-Lyonnaise des Eaux a apporté sa contribution au mouvement de mondialisation ; il lui doit une grande partie de son propre développement : il est donc prêt à continuer à assurer son rôle. ■

⁽¹⁾ Michel Camdessus, Directeur Général du FMI : « The Challenges of Globalization in an Interdependent World Economy » (page V) - Washington, D.C., August 1997.



Canton

Villes en développement

Être sur place

Arsène Schun, Directeur général adjoint d'Elf-Atochem

Stratégie d'une société d'envergure mondiale à l'égard des villes du Sud.

Les grandes métropoles urbaines -spécialement dans les pays en développement- ont actuellement le choix entre développement anarchique et aménagement. Une entreprise chimique d'envergure mondiale comme Elf Atochem a déjà identifié plusieurs besoins à satisfaire en priorité dans le domaine de l'aménagement urbain. Elle possède les savoir-faire technologiques nécessaires. Et elle est prête à les partager.

Tous les groupes industriels, quel que soit leur secteur d'activité, axent leur stratégie sur la conquête des marchés. Cette conquête passe nécessairement par l'analyse des besoins à court, moyen et long termes, afin de mettre en oeuvre les moyens indispensables à leur satisfaction. Naturellement la réponse apportée par chaque entreprise diffère en fonction de son secteur d'activité propre. Dans le cas d'Elf-Atochem, un des tout premiers groupes chimiques mondiaux, voici longtemps que nous réfléchissons à la meilleure manière

de répondre à l'explosion urbaine dans les pays émergents du Sud. Des villes comme Mexico, Bogota, Rio de Janeiro, Dakar, Abidjan, Lagos, Le Caire, Bombay, Bénarès, Calcutta, Bangkok, Manille, Canton, Shanghai ... sans parler des métropoles de l'Est européen, constituent autant de défis à l'échelle de l'humanité entière : il peut en sortir le pire comme le meilleur, selon notre capacité de mobilisation.

Dans une situation d'urgence, il faut aller à l'essentiel. C'est pourquoi notre stratégie est centrée sur la satisfaction de deux types de besoins qui nous paraissent primordiaux : l'eau et le logement. Et elle est fondée sur un principe : être présent sur les zones de croissance.

L'eau, besoin vital

Une ville, c'est un ensemble de réseaux : de voirie, de transports, d'électricité, de télécommunications, mais surtout -et d'abord- un double réseau d'adduction d'eau potable et d'assainissement.

Qu'il existe une défaillance à ce niveau, et la santé des habitants peut se trouver gravement compromise : selon l'OMS, 80% des maladies infectieuses sont transmises par l'eau.

A l'heure actuelle, pour ne citer que le cas de l'Inde, 16 % des urbains ne disposent d'aucun branchement propre, ni même d'aucune borne-fontaine située à une distance raisonnable. Et parmi ceux qui en disposent, pour la grande majorité d'entre eux, il s'agit généralement d'un point d'eau collectif (puits, fontaine) dispensant une eau non traitée, sans aucune garantie de potabilité.

Le problème est encore aggravé en ce qui concerne les eaux usées. Quand ils existent, les égouts sont la plupart du temps à ciel ouvert. Les stations d'épuration enfin font largement défaut.

Pourtant la solution existe. Elle repose d'abord sur la mise en place d'un réseau de canalisations efficace, sûr, durable, ne nécessitant que le minimum d'entretien. Les plastiques d'Elf-Atochem, dont le PVC et le polyéthylène, peuvent trouver là un rôle à leur mesure, notamment par l'intermédiaire d'une filiale, Alphacan, producteur de canalisations.

Elle repose également sur l'emploi d'un petit nombre de produits chimiques maîtrisés de longue date par notre société: le chlore, l'eau de Javel, l'acide chlorhydrique, le chlorure ferrique, la soude caustique. Avan-

tage non négligeable pour des pays aux moyens limités, ces produits sont tous peu coûteux. On ne saurait trop insister sur le rôle du chlore. C'est le seul produit suffisamment rémanent pour garantir tout au long des canalisations un pouvoir bactéricide efficace sans être nocif. Pour l'avoir oublié le Pérou a connu entre janvier 1991 et juin 1992 une effroyable épidémie de choléra qui a fait 19.000 morts.

Le logement : bâtir sûr, rapidement et à moindre coût

Ce qui frappe tout visiteur d'une ville du Sud dès son arrivée, c'est l'entassement en zone périphérique de bâtisses visiblement construites de façon anarchique, clandestine, sans aucune référence à la moindre norme technique, sans parler des normes de sécurité. Les matériaux de construction, lourds, souvent tranchants (les tôles ondulées) et employés de façon empirique, deviennent autant de pièges mortels pour les habitants lorsque l'édifice brûle, s'effondre ou s'envole.

Or les villes en question se trouvent très souvent dans des zones soumises à tornades, ouragans ou séismes.

Les besoins, là aussi, sont immenses. Il faudra beaucoup de temps, d'imagination et de créativité avant d'aboutir. C'est un domaine que nous examinons depuis plusieurs années avec des solutions intéressantes

comme celle apportée par la société canadienne, Royal Plastics Group. Cette société a développé un nouveau concept de bâtiment alliant de multiples avantages :

- extrême modularité des formes et des couleurs pour s'harmoniser avec les exigences esthétiques et culturelles propres à chaque pays.

- rapidité et simplicité de construction pour permettre une mise en oeuvre au moindre coût avec une main d'oeuvre peu qualifiée.

- robustesse et sécurité pour résister aussi bien aux ouragans qu'aux tremblements de terre.

Ce système de construction, qui repose sur des éléments modulaires juxtaposables en PVC (menuiserie intérieure et extérieure, panneaux de façades, etc.), convient à de multiples types de bâtiments : logements individuels ou collectifs, immeubles de bureaux, écoles, hôpitaux, centres sportifs... Il rencontre déjà un grand succès dans des pays aussi différents que la Chine, le Mexique ou la Russie. Outre la fourniture du PVC et des différents matériaux de base utilisés dans ce type de construction, notre rôle consiste à faciliter le développement de cette technologie, notamment grâce à notre forte implantation internationale.

La clé de la réussite : être sur place

La logique économique impose aux industriels de s'implanter au

plus près des besoins qu'ils souhaitent satisfaire. Pas tellement à cause des coûts de transports - ils diminuent constamment - ni même à cause de l'exigence croissante, et d'ailleurs légitime, des pays en développement eux-mêmes, mais tout simplement parce qu'il n'est pas possible de vendre des produits, particulièrement ceux qui, comme les logements, pèsent lourdement et longtemps sur les budgets des ménages, sans que ces produits incorporent une large part de salaires locaux. Faire l'inverse serait, à coup sûr, rendre ces produits inaccessibles pour les consommateurs visés.

C'est ce qui nous a conduits dans les 10 dernières années à intensifier notre présence internationale. Aujourd'hui, sur 33.000 personnes qui travaillent dans le groupe, plus de 7.000 sont à l'étranger. Grâce à leur parfaite connaissance du terrain ces personnels locaux sont capables d'adapter le savoir-faire technique de l'entreprise aux conditions physiques et économiques de chaque pays ainsi qu'aux exigences de ses responsables. Ils constituent la clé de nos futurs succès. A terme, un véritable transfert de technologie doit être envisagé. Une entreprise jalouse de ses « secrets » et qui se refuserait à satisfaire à cette demande devrait à terme abandonner tout espoir de percer sur ces marchés difficiles, où la clientèle sait de plus en plus ce qu'elle veut et maîtrise de mieux en mieux la façon de faire jouer la concurrence. ■

Photo Royal Plastics Group communiquée par Elf-Atochem - Maisons de ville en cours de construction à Bogota



Formations



Institut universitaire de technologie Michel de Montaigne

L'Institut Universitaire de Technologie de l'Université Bordeaux 3 organise une formation en 2 ans aux métiers du développement et de la coopération internationale, sanctionnée par la délivrance d'un diplôme national, le D.U.T. Option animation socio-culturelle - Filière « Techniques de développements ».

→ Contact : IUT Michel de Montaigne Université Bordeaux 3, Département Carrières sociales, métiers de l'animation, B.P. 204, 33175 Gradignan Cedex, France, Tél 05 56 84 44 44

Institut Supérieur d'Architecture de la Communauté française

L'institut organise chaque année depuis 1984, en collaboration et avec l'appui de la Coopération belge et du CNUEH (Habitat Nairobi), un stage international de formation en architecture et urbanisme pour le développement. Pendant 15 semaines, les participants suivent des séminaires au cours desquels ils peuvent échanger leurs conceptions, leurs expériences du développement et recevoir une information sur les travaux et études réalisés dans le monde par les experts invités au stage.

→ Contact : ISACF-LA CAMBRE - STAGE DAC, 19 place Eugène Flagey, 1050 Bruxelles, Belgique, tél/fax 00.32.2.648.65.49, mèl: archi.urbadev@skynet.be

Atelier international à l'ORSTOM

Avec l'appui de diverses institutions de recherche (ORSTOM, CNRS, Réseau Socio-Economie de l'Habitat, Plan urbain, Institut universitaire d'études du développement - IUED), un atelier international sera organisé du 2 au 4 décembre 1998 au siège de l'ORSTOM, 213 rue La Fayette 75010, sur le thème « Métropoles en mouvement. Les interactions entre formes de mobilité et recompositions territoriales à l'épreuve de la comparaison internationale ». Il est particulièrement destiné à un public de chercheurs ayant travaillé avec une approche pluridisciplinaire sur de grandes métropoles de pays en développement comme de pays développés ou ayant l'expérience de la planification de ces villes.

→ Contact : Françoise Dureau ORSTOM, UMR Regards, Maison des Suds BP 200, 33405 Talence cedex, tél. 05 56 84 68 54, Mèl : fdureau@regards.cnrs.fr

- Accompagnement des acteurs du processus de décentralisation, Guinée.

Pour renforcer les capacités des élus et de leurs équipes, et faciliter leur coopération avec les services de l'Etat guinéen, le projet met en œuvre deux types d'action : - un appui à l'élaboration d'un plan de formation pour l'ensemble des acteurs locaux dans sept circonscriptions préfectorales (sur les 33 que compte la Guinée). Ces formations seront orientées vers les problèmes concrets, juridiques, techniques, financiers, qui se posent au quotidien; - un soutien à la finalisation du cadre juridique de la décentralisation; un appui sera apporté à la codification et à la diffusion des textes fondamentaux.

- Mise en œuvre des nouvelles orientations en matière de développement urbain.

Les évaluations récentes de la politique de la Coopération française au développement urbain et le désir d'intégrer les recommandations de la conférence des Nations unies sur les établissements humains (Habitat II) tenue à Istanbul en juin 1996, ont conduit à redéfinir les orientations stratégiques du ministère en matière d'appui au développement urbain. Un programme de trois ans mettra en œuvre dans quelques pays les grands axes suivants: - appui à la mise en place, dans le cadre de projets de cité, de partenariats entre pouvoirs publics locaux et société civile; - appui au renforcement des expertises locales et à la mobilisation des ressources locales pour financer le développement urbain - relance des politiques d'entretien ou de promotion du patrimoine urbain, au détriment de l'investissement neuf. Ce programme sera mené en liaison avec les missions de coopération concernées, l'Agence française de développement, CNUED, l'ISTED, Cités-Unies France et l'AIMF.

Club des N°1 mondiaux

Le «Club des N°1 mondiaux français à l'exportation» est la structure qui a pour vocation de regrouper les entreprises françaises de toutes tailles, leaders sur le marché mondial: il représente 168 entreprises, soit 1.200.000 salariés et 720 milliards de chiffre d'affaires. → Contact : tél. 01.42.92.56.00, fax : 01.42.92.56.01

Errata

- Dans le bulletin n°39 « Nouveaux outils », version française, l'adresse électronique de Georges-Yves Kervern, Président de l'AVN est : gyk@tactic.fr et non gyte@tactic.fr. Il n'y a pas d'erreur sur la version anglaise et sur le site Internet de « Villes en développement » - La photo de couverture vient d'un document propriété de l'AUA, Agence d'urbanisme d'Abidjan. L'IAURIF en a été le maître d'oeuvre. Seule la version française est erronée. Nous prions les personnes concernées d'accepter nos excuses pour ces erreurs malencontreuses.

Nouvelles de la coopération

Centres historiques d'Amérique latine

Le séminaire sur la réhabilitation des centres historiques d'Amérique latine a réuni à Paris les responsables de 20 villes de ce continent. 15 jours de travail ont permis des échanges approfondis, éclairés par des présentations et des discussions avec des professionnels français de divers horizons. La programmation rapide de plusieurs rencontres plus spécialisées, en Amérique latine, donne corps à ce nouveau réseau dont plusieurs projets sont soutenus par l'UNESCO et la Banque interaméricaine de développement.

→ contact : *Léo Orellana*; Direction de l'architecture et du patrimoine (tél : 33 (0) 1 40 15 32 06, télécopie : 33 (0) 1 40 15 33 33, messagerie : orellana@culture.fr. Un site est ouvert : <http://www.archi.fr/SIRCHAL>

Réforme de la coopération

La nouvelle Direction générale de la coopération internationale et du développement sera mise en place au premier janvier 1999 sur une base fonctionnelle. Elle comprendra cinq directions : du développement et de la coopération technique, de la coopération culturelle et du français, de la coopération scientifique, universitaire et de la recherche, de l'audiovisuel et des techniques de communication, de la stratégie, de la programmation et de l'évaluation.

Journée de l'AdP

L'Association de professionnel - développement urbain et coopération organise sa journée annuelle le 4 septembre 1998 à l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, sur le thème : «l'efficacité des services urbains».

→ Contacts : *Florence Bruyère* et *Isabelle Marty* - ICEA, Tél. : 33 (0) 1 42 61 20 10
ISTED «Villes en développement» Tél. : 33 (0) 1 40 81 15 65, Fax : 33 (0) 1 40 81 15 99.

Ville et développement durable

Dans le cadre de la mission confiée par le premier ministre à Madame Laurence Tubiana sur la politique internationale de la France en matière de développement durable, un groupe de travail sur l'urbain commence ses travaux, en s'appuyant sur l'expérience de travail en commun acquise par tous les partenaires publics et privés lors de la préparation de la conférence HABITAT 2.

→ Contact : *Chantal Barbieux*, ISTED, 1 bis avenue de Villars, 75007 Paris, France, tél. 01 44 18 63 91, fax : 01 45 55 72 82, mél.chbarbieux@isted.3ct.com

N-AERUS Réseau-Association de Chercheurs Européens sur l'Urbanisation dans le Sud

Créé en 1996 à Bruxelles, N-AERUS a pour objectif de mobiliser et développer les capacités individuelles et institutionnelles de recherche et de formation sur les problèmes urbains dans les pays du Sud.

Le réseau regroupe actuellement plus de 100 chercheurs relevant de 35 institutions dans 8 pays européens.

L'adhésion à N-AERUS est gratuite, ouverte à tous les chercheurs, enseignants et experts qui ont une capacité d'expertise dans le domaine urbain dans les pays du Sud et sont disposés à contribuer effectivement à l'échange et d'information et à la réflexion collective.

En mai 1998, N-AERUS a reçu de la Fondation Européenne de la Science une dotation visant à appuyer un programme de recherche sur trois ans sur le thème : «Pratiques innovantes et nouveaux concepts de la gestion urbaine dans les pays en développement : une contribution européenne »

Trois séminaires européens, ouverts à des chercheurs et professionnels des pays du Sud seront organisés sur les thèmes suivants :

- 1999 : « Concepts et paradigmes de la gestion urbaine dans le contexte des pays en développement »

- 2000 « Développement urbain durable . Interactions entre innovations techniques et changement social. »

- 2001 « Quelles réponses à l'informalité et à l'illégalité dans les établissements humains? ». Le premier séminaire, se tiendra à Venise les 25-27 février 1999.

mél : naerus@araxp.polito.it

<http://obelix.polito.it/forum/n-aerus>

Pour les informations sur les séminaires Fondation Européenne de la Science

→ Contacts : *Alain Durand-Lasserre* : mél:adl@dr15.cnrs.fr

Coopération urbaine Stage pour les coopérants

Un stage pour les coopérants du secteur est organisé à Paris les 7, 8 et 9 septembre 98 sur les nouvelles orientations de la coopération française en matière de développement urbain. Trois thèmes seront plus particulièrement abordés :

- Le développement économique des villes.

- L'autonomie financière des collectivités locales.

- La formation pour les collectivités locales.

→ Contact : *Claude Praliaud*, bureau DEV/ILU, 20 rue Monsieur, 75007 Paris, France, tél. : 01 53 69 41 64. mél.devilu@cooperation.gouv.fr

Institut des Sciences et des Techniques de l'Équipement et de l'Environnement pour le Développement

Financé par les ministères



Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement



Ministère des Affaires Étrangères Coopération et Francophonie

Directeur de publication : Jean Smaghe, président de l'ISTED
Rédacteur en chef : Michel Gérard, de l'Association de Professionnels Développement urbain et Coopération (AdP)
Comité de rédaction : Chantal Barbieux, Xavier Crépin, François Noisette, Claude Praliaud, Françoise Reynaud, Bernard Rond, Jean-Louis Venard
Secrétaire de rédaction et PAO : Christiane Graechen-Rebel

Impression : Le Clavier
ISSN 1151 - 1672

Abonnement : 120 F
4 n° par an
ISTED
Centre de documentation et d'information
"Villes en développement"
Arche de la Défense,
92055 Paris-la-Défense Cedex
France
Tél. (33) 1 40 81 15 74
Fax. (33) 1 40 81 15 99
<http://www.isted.3ct.com>
ved@isted.3ct.com